

L'AMI DU PEUPLE,  
O U  
LE PUBLICISTE PARISIEN.

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,  
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

---

*Vitam impendere vero.*

---

Du Dimanche, 16 Janvier 1791.

Contrebande et assassinats des chasseurs aux  
barrières. — Adresse au peuple. — Projets  
d'une société patriotique de la plus haute  
importance.

J'apprends à l'instant que le bataillon du petit-St.  
Antoine, las de se voir aux ordres des aristocrates,  
jadis nobles, qui maltraitent les bons citoyens et  
trahissent la cause publique, vient de faire justice  
du ci-devant marquis de Livry, capitaine des grenadiers,  
et du ci-devant baron d'Estavaye, qu'il a chassés honteusement, comme deux coquins.

Un sieur Villeneuve, ci-devant officier provisoire  
des volontaires de la Bastille, m'a offert des renseignements à la justification du sieur Livry. Je ne demande pas mieux que de m'assurer de la vérité des faits ; mais comme ce Sr. Villeneuve a quitté les volontaires de la Bastille, et qu'il est actuellement dans la compagnie Hulin, ne peut qu'être très-suspect ; l'Ami du peuple commence donc par prier tous les honnêtes citoyens au fait de la vie de cet individu, de vouloir bien lui faire passer des informations sur lesquelles il puisse compter.

*A l'Ami du Peuple.*

Vous avez bien raison, notre ami, de crier contre les satellites à cheval du sieur Mottié. Voici un fait relatif à l'un des cavaliers du guet, qui y sont incorporés. Le nommé Suzan, maréchal des logis (grade qu'il a gagné au mois de Sept. 1788, en assassinant les citoyens dans la rue Meslée, et en préservant le manequin de l'infâme du Bois, son commandant) logé rue Carême prenant, n°. 14, voyant l'insurrection du 12 juillet 1789, s'est habillé en bourgeois, et s'est fourré dans les groupes du palais-royal. A l'ouïe de la motion d'aller chez le sieur Lenoir, il a pris avec lui un de ses camarades, et ils ont couru chez le lieutenant de police, qu'ils ont fait sauver par dessus un mur, en le portant sur leurs épaules. Dès que Lenoir s'est vu en lieu de sûreté, il leur a présenté sa bourse, en leur demandant ce qu'il pouvoit faire pour eux. *Votre protection, monseigneur*, ont répondu les deux alguazils.

Signé R. J. D., citoyen actif de la section  
de Bondi.

Ce 14 janvier 1791.

*A l'ami du peuple.*

Les gablouts à épaulettes, que le général a mis aux barrières contre le vœu des districts, et dont il est parvenu à faire une bande de brigands, ne se contentent pas de faire la contrebande, de piller et de voler; ils assassinent aussi en-dedans et en-dehors des barrières; sans doute pour le plus grand bien de la nation.

Aujourd'hui il n'est point d'attentats qu'ils ne permettent sous les auspices de ce même Parisot, que vous avez si bien dépeint dans une de vos feuilles. Au moyen d'ordres émanés, je ne sais d'où, on quitte les barrières de la capitale, et on va en campagne avec de gros détachemens de chasseurs, commandés par les plus infâmes brigadiers qu'ait jamais produit la maltôte. Un de ces détachemens, conduit par le fameux mouchard Dauvergne, capitaine de grenadiers, s'est rendu à Pons, près Compiègne, dans divers villages où ils ont porté l'alarme, et où ils ont



tué plusieurs citoyens en faisant un feu de file, comme dans une affaire. Se peut-il que l'on puisse songer de sang-froid à des exécutions de cette nature? Se peut-il que les tribunaux ne fassent pas informer contre ces assassins? Se peut-il que le peuple les souffre plus long-tems?

C'est de la bouche même des monstres qui ont commis ces erreurs, que je les ai apprises ces scenes atroces. Depuis cette expédition, l'infâme d'Auvergne ne cesse de fournir les cabarets de liqueurs fraudées. Le jour de l'an, les tambours avec la musique se sont rendus chez lui, comme capitaine dans le bataillon de St. Laurent : on leur a servi des liqueurs, et dans un de ces momens d'indiscrétion qu'excite l'ivresse, il a conté à ces musiciens toute sa honteuse expédition, en se vantant d'avoir été à la tête des massacreurs.

Ainsi, pour s'ouvrir un passage et faire main-basse sur certaines marchandises, les chasseurs des barrières se font un jeu d'égorger les citoyens et de ruiner le commerce.

Voilà donc ce qu'on appelle des gardiens de nos droits, des défenseurs de la liberté! O! cher ami du peuple, je doute qu'en Turquie on soit plus malheureux qu'on ne l'est en France, depuis que la garde nationale a l'imbécillité d'empêcher le peuple de se faire justice.

*Signé un Volontaire du bataillon de  
St. Laurent.*

*Adresse au peuple.*

Crédules Parisiens! les voilà donc arrivés ces jours désastreux que l'Ami du peuple ne cesse de vous prédire depuis quinze mois!

Voyez ces chefs indignes, que vous avez bêtement mis à votre tête, employés à vous opprimer l'autorité que vous leur avez confiée pour vous défendre.

Voyez ce général courtisan perfide, auquel vous avez remis le commandement de vos bataillons, après vous avoir divisés par des dis-

inctions qui flattoient la vanité ou blessaient l'amour propre, employer tous les genres de séduction, pour faire de nous autant de satellites; puis rassembler des légions de scélérats et les gorger d'or pour leur faire assassiner les amis de la liberté.

Voyez ces législateurs prostitués au monarque, renouer peu à peu les fils des trames ministérielles, consacrer tour à tour les projets du cabinet, et remettre l'un après l'autre tous les ressorts de l'autorité entre les mains du despote, métamorphoser en oppresseurs ses cruels satellites; ses lâches commissaires, en tyrans; les juges, en bourreaux et faire des loix un instrument de fureur pour égorguer les amis de la patrie. Voyez ces juges de paix, ces commissaires royaux, ces procureurs municipaux constitués partie publique; fermer volontairement les yeux sur les meurtres des amis de la liberté; faire la sourde oreille aux dénonciations des patriotes; garder un perfide silence sur les crimes atroces des suppôts du despotisme et refuser de recevoir plainte, tandis qu'ils font enlever de leur lit et jeter dans des cachots les patriotes qui déplaisent aux ministres, au maire ou au général. Pour avoir cherché à ouvrir les yeux de la nation sur les trahisons de ses mandataires, *l'Ami du peuple* n'est-il pas toujours poursuivi avec acharnement par la municipalité, le cabinet ministériel, le général parisien, le châtelet, le tribunal d'état et l'assemblée nationale? Mais les commissaires de police, le procureur-syndic de la municipalité, les com-



missaires royaux, le tribunal des dix, ont-ils fait jusqu'ici la moindre recherche, et pris la moindre connoissance des assassinats commis par les coupe-jarrets d'Hulin sur les vainqueurs de la Bastille trouvés dans les fossés de l'école militaire, sur les ouvriers de la rivière égorgés par les canoniers soldés, et sur les paysans massacrés par les chasseurs aux barrières. Eux qui ont fait jeter en prison les infortunés Rotondo, St.-Huruge, Martin, Duval, Stain, pour quelques quolibets lâchés contre le général; que dis-je, pour avoir servi la patrie. Ces cruels outrages, ce mépris des loix, cette impuissance des tribunaux contre les ennemis de la liberté sout l'ouvrage réfléchi de vos perfides législateurs. Oui, ce sont eux qui ont rempli le temple de la justice d'anguazils, de grippesouls, de commissaires royaux, de juristes intrigans, de gens du roi gangrenés, qu'ils ont rendu les arbitres suprêmes de votre liberté, de vos fortunes, de votre repos, de votre honneur, de vos vies; et auxquels ils ont abandonnés vos destinées: contemplés leur ouvrage, célébrés leurs bienfaits et vantés votre félicité; ou plutôt pleurez sur vos malheurs. Quel homme assez stupide oseroit mettre en parallèle l'administration de la justice sous le prétendu regne de la liberté avec sa dispensation sous l'empire du despotisme? Quel homme assez déhonté auroit le front de comparer la basse et criminelle docilité du tribunal de police, du tribunal des dix, des tribunaux des départemens ou de districts, auxquels le maire ou le général dicte des sentences, et qui n'osent

même servir contre leurs protégés ; avec la fière inflexibilité des anciens parlemens qui résistoient au despote ? Imaginez-vous qu'ils eussent souffert des assassins privilégiés ? Croyez-vous qu'un général d'armée eût pu leur arracher un meurtrier ou protéger des brigands ? Je me suis soulevé contre eux , tant que j'espérai qu'ils seroient remplacés par des tribunaux plus équitables. Ah ! qu'on nous le rende aujourd'hui , si nous ne pouvons plus en espérer d'integres , c'est la seule consolation que nous puissions attendre dans notre désespoir. Insensés Parisiens , le gouffre creusé sous vos pieds par vos perfides mandataires est prêt à vous engloutir ; bientôt, bientôt vous allez être livrés aux bourreaux du despote , si vous échappez à ses satellites. Ecumans de fureur , on les verra vous égorger sans pitié , éventrer vos femmes et vos enfans , et pour épouvanter les peuples qui seroient encore tentés de secouer le joug , ils feroient expirer dans les supplices vos généreux protecteurs. Périssiez donc , lâches et stupides citoyens , puisque rien ne peut plus vous toucher ! Et toi , leur trop infortuné défenseur , pèris de douleur à la vue de tes efforts impuissans. Ah ! pourquoi t'efforcer encore de retirer de l'abîme les indignes compatriotes : non , non , ce n'est pas avec un peuple de vils esclaves que tu peux espérer de former une nation d'hommes libres.

*Projet d'une société patriotique vraiment utile , proposé aux amis de la justice et de la liberté.*

Au milieu des nombreuses sociétés babillardes de la capitale , connues sous les dénominations de clubs patriotiques , de clubs des amis de la constitution , de



*clab des ennemis du despotisme*, &c. N'y en aura-t-il donc pas une seule, qui serve efficacement la chose publique ? Citoyens judicieux, qui chérissiez la justice et la liberté, l'Ami du peuple vous propose pour l'honneur de la patrie, l'honneur du nom François et l'honneur de l'humanité, d'instituer sans retard celle des *vengeurs de la loi*.

Son but sera de poursuivre la punition de tous les crimes qui attaquent la sûreté et la liberté publiques ou individuelles, et qui compromettent le salut du peuple. Les décrets du législateur vous y autorisent, et l'amour de la patrie vous en fait un devoir. Mais songez que cette institution sublime seroit manquée, si votre société n'étoit pas entièrement composée de vrais patriotes. Qu'elle soit peu nombreuse, mais bien choisie. Que Roberspierre, Dubois de Crancé et Reubel en soient les fondateurs. Qu'aucun membre ne soit admis sans avoir fait preuve authentique de lumières et de civisme. Qu'on repousse de son sein tout courtisan, tout commissaire royal, tout académicien, tout pensionnaire de la cour, tout financier, tout agioteur, tout procureur, tout membre de l'état-major parisien, tout municipal. Que l'on n'y admette qu'avec une précaution extrême quelque jadis noble, quelque membre des anciennes cours de judicature, quelque ancien officier des troupes de ligne, quelque officier supérieur des bataillons parisiens : et que pour être admis, ils soient tenus à donner des preuves de civisme dix fois plus fortes que celles qu'on exigera des citoyens d'un état non suspect. Que la société ne soit formée tout au plus que de 25 membres (1), ayant voix délibérative : mais qu'elle ait pour aggrégés, tous les citoyens honnête qui viendront à se présenter, et qui promettent de respecter l'esprit de l'institut.

Que chaque membre s'engage par écrit sur son honneur, de poursuivre à outrance, et sans exception de personne, le roi excepté, tout fonctionnaire pu-

---

(1) Autrement elle dégènereroit en cohue, le temps seroit consumé en bavardage, et les affaires n'avanceroient pas.

blic et tout agent subalterne qui aura malversé, prévariqué, attenté et violé les loix.

Quelque soit le délinquant et quelque soit le délit qui met en danger la sûreté, la liberté publiques ou individuelles, qu'aucun membre n'ait le droit de s'y opposer ou de retarder les poursuites qu'elle ne siege qu'une fois la semaine, et que son travail se borne à constater le délit, à en recueillir les preuves, et à préparer les moyens de conviction. Qu'elle reçoive en public les dénonciations de tout citoyen qui pourra en faire de positives, ou fournir des preuves sûres. Qu'elle donne une feuille hebdomadaire où elle rendra compte au public de ses travaux; où elle lui demandera des secours pour faire les fraix des procédures d'éclat.

On sent bien que cette société doit être composée de préférence d'hommes sages, éloquens, habitués de parler en public, et capables de plaider eux mêmes contre les délinquans dont ils poursuivront la punition. Tout ce qu'il y a d'hommes distingués par leur civisme et leurs lumieres, doivent aspirer à l'honneur d'y être reçu. Telle est l'esquisse du plan d'une société qui deviendroit à coup sûr le sanctuaire de la justice, l'asyle des opprimés et le flambeau des citoyens; bientôt le peuple se rangeroit autour d'elle avec vénération, il la suivroit comme un guide infallible; elle seroit l'ange tutélaire des François, et la nation la couvriroit de son égide contre tous les ennemis de la liberté; que dis-je, la terreur de son nom dissiperait seul les légions de malversateurs, de traîtres, de conspirateurs; elle contiendrait dans le devoir les agens de l'autorité; elle feroit régner les loix, et la patrie seroit sauvée. A son ombre fleuriroient l'abondance et la paix. Mais pour produire ces effets merveilleux, il faut des vertus, l'amour pur du bien, la sagesse des conseils et la decence des discussions. Elle peut commencer ses opérations sans être complete; et Paris seroit bien pauvre s'il n'y avoit pas une demi-douzaine de citoyens dignes d'y trouver place.

MARAT, l'Ami du peuple.

De l'Imprimerie de MARAT.